

Confrontation informationnelle autour du Franc de la Communauté Financière d'Afrique (Franc CFA) :

**Le cas des pays de l'Union Economique et monétaire Ouest Africaine
(UEMOA) de 2017 à nos jours ?**



Auteur : K. Constantin Dabire
(MSIE 47 de l'Ecole de Guerre Economique)

Sommaire

I. Genèse et réformes du F CFA : bref aperçu.....	3
1. Genèse du F CFA	3
2. Réformes majeures du F CFA de 2017 à nos jours	3
3. Impacts des crises socio-politiques sur l'évolution du débat sur le Franc CFA.....	4
II. Les défenseurs du franc CFA	4
1. La stabilité monétaire, financière et économique.....	4
2. La garantie de la convertibilité illimitée du franc CFA.....	4
3. Maîtrise de l'inflation et résistance aux chocs.....	5
III. Les opposants au franc CFA	5
1. Vestige colonial et absence de souveraineté monétaire	6
2. Réserves de change au Trésor public français : quelle pertinence?	7
3. Parité fixe du franc CFA à l'Euro: détérioration de la balance commerciale	7
4. Inadéquation de la politique monétaire : rationnement de crédit et absence d'objectif de croissance économique	8
IV. Les acteurs neutres franc CFA : méconnaissance et absence des questions monétaires dans les débats politiques.	8
1. Vers la création d'une zone monétaire versus CEDA O ?	9
2. Vers la création d'une zone monétaire versus AES ?	9
3. Vers la création d'une monnaie nationale versus Sénégal ?	9
Conclusion générale	10
Références	11

I. Genèse et réformes du F CFA : bref aperçu

1. Genèse du F CFA

Le franc CFA est né le 26 décembre 1945, jour où la France ratifie les accords de Bretton Woods et procède à sa première déclaration de parité au Fonds monétaire international (FMI). Le franc CFA signifiait alors "franc des Colonies Françaises d'Afrique", il prendra par la suite la dénomination de "franc de la Communauté Financière Africaine" pour les États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA)¹,

Le système Franc CFA est un accord de coopération monétaire entre la France et les pays de la zone qui s'articule autour de quatre grands principes avec des conséquences sur les politiques économiques et commerciales des pays de la zone : la centralisation des réserves de change au Trésor public français via l'ouverture d'un compte d'opération, la fixité de la parité franc CFA/euro², la garantie et la convertibilité illimitée du FCFA en euro³.

Certaines dispositions du système ont évolué au fil du temps en réponse aux conditions économiques ou aux protestations contre le système. Les réformes ont concerné principalement la centralisation des réserves de change au Trésor français et la participation de la France aux instances de gouvernance monétaire.

2. Réformes majeures du F CFA de 2017 à nos jours

En 2017, dans son discours de Ouagadougou, le président français Emmanuel Macron a reconnu les critiques du franc CFA, notamment celles liées à son lien avec le Trésor français, et a déclaré que la France était ouverte à une réforme du système monétaire tout en mentionnant que cette décision devait être prise par les chefs d'État africains concernés⁴.

Le 21 décembre 2019 à Abidjan, le président ivoirien Alassane Ouattara et son homologue français Emmanuel Macron ont annoncé trois réformes du franc CFA. Notamment : le franc CFA de l'Afrique de l'Ouest sera renommé ECO, la France n'aura plus de représentant dans les instances de gouvernance de cette monnaie (Conseil d'administration et du Comité de politique monétaire de la BCEAO, Commission bancaire de l'UÉMOA) et enfin la suppression de l'obligation de la BCEAO de verser 50 % des réserves de change de la zone sur le compte d'opération du Trésor français.

S'agissant des raisons de ces réformes, le président français avait déclaré "C'est en entendant votre jeunesse que j'ai voulu engager cette réforme. Le Franc CFA cristallise de nombreuses critiques sur la France. Je vois votre jeunesse qui nous reproche une relation qu'elle juge postcoloniale. Donc, rompons les amarres"⁵.

Cependant, une cinquantaine d'intellectuels ont publié une déclaration sur les dernières réformes du franc CFA, dans laquelle ils affirment que ces réformes sont le résultat de la lutte des abolitionnistes du franc CFA, et non de la bienveillance du gouvernement français. "Nous précisons que ces évolutions ne résultent pas de la bienveillance du gouvernement français et de son allié ivoirien, eux qui ont longtemps défendu le statu quo. Le déclencheur a plutôt été la mobilisation pour l'abolition du franc CFA, portée depuis quelques années par des

¹ BCEAO, site web.

² 655,957 FCFA = 1 euro.

³ www.diplomatie.gouv.fr

⁴ France24 du 29 novembre 2017.

⁵ journal Le Monde du 21 décembre 2019.

mouvements sociaux panafricanistes, des intellectuels, des citoyens ordinaires dans le continent et dans la diaspora⁶.

3. Impacts des crises socio-politiques sur l'évolution du débat sur le Franc CFA

Le débat sur le franc CFA opposant les défenseurs du franc CFA et les pourfendeurs de cette monnaie a été ravivé à plusieurs reprises notamment lors des crises économiques, financières et géopolitiques à l'échelle mondiale, régionale ou nationale. Plusieurs crises successives ou superposées ont remis en cause le système du franc CF et suscité des débats sur son degré de résistance aux chocs, sur la capacité de la BCEAO à définir des politiques monétaires pour juguler les crises et relancer l'économie dans son ensemble.

Plus récemment, il s'agit de la crise Covid-19 (2020-2021), de la crise russo-ukrainienne (2022 à nos jours), de la crise régionale à connotation géopolitique entre les pays du Sahel et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et par extension à la France, et de la crise sécuritaire et sociopolitique de l'Alliance des États du Sahel (AES) avec ses corollaires de sanctions de la BCEAO.

Ces crises ont ravivé la joute entre les défenseurs du franc CFA et les anti franc CFA, permettant à chaque camp de développer et consolider ses arguments.

II. Les défenseurs du franc CFA

1. La stabilité monétaire, financière et économique

Dans le camp des défenseurs du franc CFA se trouvent plusieurs personnalités publiques dont le président ivoirien Alassane Ouattara et Lionel Zinsou (économiste et ancien Premier ministre du Bénin), le gouvernement français, la BCEAO, des hommes d'affaires et des universitaires. L'un des principaux arguments avancés pour défendre le maintien du franc CFA comme outil de développement économique est sa capacité stabilisatrice de la sphère monétaire, financière et financière.

Ainsi, déclarait le président ivoirien Alassane Ouattara, « Le franc CFA est notre monnaie, c'est la monnaie de pays qui l'ont librement choisi, depuis l'indépendance dans les années 60 ».

« Elle est solide, elle est appréciée, elle est bien gérée », a-t-il ajouté, en mettant en avant les taux de croissance des huit pays de l'Afrique de l'ouest qui l'utilisent. « Nous sommes très très heureux d'avoir cette monnaie qui est stabilisante », a-t-il assuré⁷. Pour Lionel Zinsou, la monnaie franc CFA est garante de la stabilité et de l'intégration régionale, a-t-il défendu sur TV5 Monde dans une interview datant du 21 mai 2024.

Sur la page web du ministère des affaires étrangères français (www.diplomatie.gouv.fr), peut-on lire, « la coopération monétaire offre un cadre économique stable pour la conduite des politiques économiques des 3 zones du franc CFA. Le gouvernement français soutient de plus que « l'ancrage à l'euro n'est pas problématique pour les exportations de la zone en particulier pour les économies exportatrices de matières premières dont les cours sont fixés sur les marchés internationaux ».

2. La garantie de la convertibilité illimitée du franc CFA

⁶ Afrology Group page linkedin du 7 janvier 2020.

⁷ Journal jeune Afrique du 10 février 2020.

Outre l'argument de stabilité du franc CFA, les défenseurs de cette monnaie mettent en exergue le rôle de la garantie de convertibilité illimitée accordée par la France pour défendre la solidité du franc CFA, évoque Emilie Laffiteau lors d'une table ronde organisée par l'assemblée nationale française sur « *la souveraineté monétaire des Etats africains et le devenir du franc CFA* »⁸.

Selon les accords monétaires, en cas de choc sur la situation des comptes extérieurs de l'une des sous-régions de la Zone franc qui se traduirait, par exemple, par l'impossibilité pour les États de la sous-région d'assurer en devises le paiement de leurs importations, le Trésor français s'engage à apporter les sommes nécessaires en euros⁹.

3. Maîtrise de l'inflation et résistance aux chocs

La résistance aux chocs externes du franc CFA est l'autre argument avancé par les défenseurs du franc CFA. Cette monnaie permettrait aux économies de la zone d'assurer une relative stabilité par rapport à d'autres pays africains possédant leur monnaie nationale, selon le gouvernement français¹⁰.

Selon le gouvernement français, « l'ancrage à l'euro du franc CFA a plusieurs avantages : il offre aux économies une meilleure résistance aux chocs macroéconomiques et permet de maîtriser l'inflation en assurant la stabilité de la devise, ce qui est favorable aux échanges et aux investissements »¹¹.

Il soutient que les pays de la zone franc ont affiché une relative résilience face à la crise sanitaire en 2020 par rapport au reste de l'Afrique subsaharienne en témoigne les statistiques : +0,3% de croissance en 2020 contre -1,7% de récession en Afrique subsaharienne¹².

Selon Émilie Laffiteau, économiste spécialiste de l'Afrique subsaharienne, dans un entretien accordé à IRIS¹³, la guerre en Ukraine, la hausse des taux d'intérêt au niveau mondial et l'inflation mettent en souffrance les régimes de change flexibles des pays en développement (le Ghana a fait un défaut et subi une inflation galopante).

Au contraire le franc CFA, grâce à sa parité avec l'euro et sa garantie du Trésor français, assure une relative maîtrise de l'inflation, limite le coût de l'endettement en devises et évite une défense de la monnaie locale qui serait très coûteuse en devises internationales.

III. Les opposants au franc CFA

Le franc CFA est régulièrement critiqué depuis sa création. En particulier, des activistes comme Nathalie Yamb, Kémi Seba, des économistes comme Kako Nubukpo, Martial Ze Belinga, N'Dongo Samba Sylla, Demba Moussa Dembele, des hommes politiques comme Mamadou Koulibaly, des hommes de la société civile et une opinion publique de plus en plus grande constituent le camp des anti franc CFA. Ces dernières années, de plus en plus de voix s'élèvent dans la rue, sur les réseaux sociaux, dans les milieux intellectuels ou artistiques, pour demander la « fin du CFA » Ndongo Samba Sylla et Fanny Pigeaud (2018).

⁸ LCP-Assemblée Nationale du 2 juin 2024.

⁹ www.diplomatie.gouv.fr

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid.

¹² FMI, octobre 2021.

¹³ « Quels scénarios face au rejet du franc CFA en Afrique de l'Ouest ? »

Dans les discours, il est assurément de plus en plus contesté par les populations ouest-africaines se traduisant par des manifestations et rassemblements populaires à Ouagadougou, Bamako, Niamey mais aussi à Dakar à travers des slogans virulents demandant son retrait, ajoutent-ils.

Les critiques de cette monnaie ne se limitent pas au niveau régional.

À l'international, on note la sortie mitigée de l'ancien directeur général du Fonds Monétaire International (FMI) Dominique Strauss-Kahn¹⁴, la polémique de Luigi Di Maio, ancien vice-président du Conseil italien.

Les raisons des critiques, rejet ou du ressentiment vis-à-vis du franc sont multiples.

1. Vestige colonial et absence de souveraineté monétaire

Dans le système franc CFA, les africains entretiennent l'idée d'une colonialité monétaire de la France et cette colonialité s'est redistribuée à l'ensemble des pays de l'Union européenne à travers le passage de l'arrimage du franc CFA à l'euro, défend Martial Ze Belinga lors d'une table ronde organisée par l'assemblée nationale française sur « *la souveraineté monétaire des Etats africains et le devenir du franc CFA* »¹⁵. Pour les autres détracteurs du franc CFA, le franc CFA représente un vestige colonial et occulte la souveraineté politique et monétaire aux pays africains ce qui compromet le développement. A ce propos, Kemi Séba a affirmé sur son réseau Facebook du 07 avril 2025, « aucun développement réel de nos pays ne peut s'opérer sans souveraineté politique et aucune souveraineté politique ne peut exister sans avoir obtenu au préalable, une souveraineté monétaire ». Il annonce par la même occasion la relance de la campagne internationale contre le franc CFA.

Ainsi, la dépendance de la monnaie à l'égard de la France et l'absence de souveraineté monétaire et économique sont des arguments en faveur de l'indépendance vis-à-vis de la tutelle française. Selon Ndongo Samba Sylla et Fanny Pigeaud dans leur ouvrage (*L'arme invisible de la Françafrique : Une histoire du franc CFA, 2018*), la mainmise de la France sur cette monnaie est une « confiscation de la souveraineté » des pays africains.

En marge des réformes annoncées en décembre 2019, dans lesquelles la France reste garante de la monnaie, Nathalie Yamb dans une interview accordée à une radio, s'indigne de cette tutelle française et appelle à rompre avec le franc CFA pour permettre aux États et aux peuples de se libérer et de s'approprier librement la question monétaire¹⁶.

Les raisons de la réprobation de la tutelle de France dans la gestion monétaire du franc CFA sont aussi relevées à l'international. Lors d'une conférence de presse, Luigi Di Maio, ancien vice-président du conseil italien a accusé la France d'utiliser « le franc des colonies » pour « financer la dette publique française » et donc d'exploiter l'Afrique par le biais du franc CFA. Il a déclaré le 19 janvier 2019 : « Si aujourd'hui des gens partent d'Afrique, c'est parce que certains pays européens, la France en tête, n'ont jamais cessé de coloniser des dizaines d'États africains.

Il y a des dizaines d'États africains où la France imprime une monnaie, le franc des colonies françaises, et avec cela elle finance sa dette publique. »¹⁷. Son collègue, Alessandro Di Battista, a ajouté : « La France est l'un des pays qui, en imprimant une monnaie pour 14 États africains, empêche leur développement économique et contribue à l'exode massif des migrants »¹⁸.

¹⁴ Financial Afrik du 20 avril 2018.

¹⁵ LCP-Assemblée Nationale du 2 juin 2024.

¹⁶ DW du 08 janvier 2020.

¹⁷ Le Faso.net du 26 janvier 2019.

¹⁸ Le Monde du 6 novembre 2023.

2. Réserves de change au Trésor public français : quelle pertinence?

Dans le système franc CFA, la centralisation des réserves de change au Trésor public français est une disposition fortement critiquée. Dans les accords monétaires de 1945, la France s'engage à fournir à la BCEAO des devises si celle-ci épuise sa réserve, non seulement pour défendre la parité de la monnaie mais pour permettre aux États membres de faire face à leurs engagements (BCEAO, site web).

En contrepartie, les États, par l'entremise de la BCEAO, devaient centraliser 50% de leurs réserves de change au Trésor public français dans un compte d'opération (cette disposition a été supprimée dans les réformes de 2019).

Dans les faits, l'ancien ministre du Togo et ancien commissaire de l'UEMOA, Kako Nubukpo ¹⁹, relève l'impertinence et l'inopportunité de centralisation des réserves de change au Trésor français. Il indique qu'« aujourd'hui, les pays africains couvrent quasiment à 100 % leur émission monétaire. Cela signifie qu'ils n'ont plus besoin de l'« assureur » qu'est la France pour garantir la fixité entre le CFA et l'euro ».

Invitée le 20 janvier 2019 de l'émission « Non à l'arena », Giorgia Meloni, d'alors députée, accuse la France d'appauvrir les pays en ayant recours à la monnaie franc CFA par le principe de centralisation de change au Trésor français. Elle indique que « La France applique un seigneurage qui lui permet d'exploiter les ressources de ces nations ».

Pour illustrer ses propos, elle prend l'exemple sur le Burkina Faso: « La France imprime sa monnaie coloniale pour le Burkina Faso, qui a de l'or. En échange, ils demandent que 50 % de ce que le Burkina Faso exporte finisse dans les coffres du trésor français²⁰ ».

3. Parité fixe du franc CFA à l'Euro: détérioration de la balance commerciale

Outre les arguments de souveraineté monétaire, de révocation de la centralisation des réserves de change au Trésor français, les pourfendeurs du FCFA dénoncent ses inconvénients économiques en termes de compétitivité des économies des pays de la zone liée à la parité de change fixe avec l'euro (annonce de l'idée, pas de source). Ils contestent à cet effet le maintien des économies africaines dans la dépendance de la politique monétaire de la Banque centrale européenne.

En effet, comme le démontre Kako Nubukpo, du fait de l'arrimage du franc CFA à l'euro, monnaie forte, les économies de l'UEMOA souffrent d'un problème de compétitivité-prix à l'export dans la mesure où une monnaie forte agit comme une taxe sur les exportations et une subvention sur les importations, rendant difficile l'obtention de l'équilibre de la balance commerciale.

Dans la même logique, Émilie Laffiteau soutient que l'arrimage du franc CFA à l'euro n'incite pas les entreprises exportatrices africaines à fournir des efforts de compétitivité et décourage la volonté de substitution aux importations par la production locale²¹. Cette monnaie entretient les pays de la zone dans une forte dépendance pour ses intrants et maintient une économie de rente des matières premières.

Ce même constat est fait par Dominique Strauss-Kahn, dans une tribune publiée le 13 avril 2018 relève ²² où il estime que le franc CFA est trop rigide à cause de sa parité fixe avec l'euro, ce qui empêche les pays de la zone CFA d'ajuster leur monnaie en cas de crise économique ou

¹⁹ Kako Nubukpo, *Le franc CFA, un frein à l'émergence des économies africaines ?* 2015.

²⁰ Le Monde du 6 novembre 2023.

²¹ IRIS, entretien du 20 mars 2020.

²² Financial Afrik du 20 avril 2018.

de besoin de compétitivité. Par ailleurs, les entreprises locales ont du mal à exporter car le franc CFA reste "trop fort" par rapport aux monnaies de pays concurrents, ajoute-il.

A cet effet, plusieurs économistes africains dont Ndong Samba Sylla et Fanny Pigeaud (en 2018) ou encore Kako Nubukpo (en 2015) ont suggéré que le franc CFA soit arrimé à un panier de devises où les devises seront choisies et ajustées selon la tendance des échanges commerciaux des pays de la zone.

4. Inadéquation de la politique monétaire : rationnement de crédit et absence d'objectif de croissance économique

“La politique monétaire de la BCEAO et, partant, la gestion du franc CFA souffrent incontestablement d'une inadaptation du rôle et des missions d'une banque centrale et de la monnaie au contexte d'économies en développement parmi les plus pauvres du monde, faiblement monétarisées et bancarisées”, clame Kako Nubukpo²³.

De son côté, Prao Yao Séraphin²⁴ tire comme conclusion que le franc CFA a conduit au sous-développement des structures financières de la zone franc et au retard économique.

Dans la même logique, Ndong Samba Sylla et Fanny Pigeaud (2018) ont soutenu que le franc CFA non seulement n'est pas un facteur de développement, n'instaure pas de stabilité macroéconomique et n'intègre pas les pays de la zone franc dans le commerce mondial.

Mais *il instaure quatre handicaps majeurs : un régime de change trop rigide, un ancrage problématique à l'euro, un faible financement des économies et une liberté de transfert qui encourage le drainage des ressources africaines vers l'extérieur.*

IV. Les acteurs neutres franc CFA : méconnaissance et absence des questions monétaires dans les débats politiques.

La question du franc CFA est souvent marginalisée dans les débats politiques, malgré son importance économique et stratégique pour les pays de la zone franc. Ces dernières années, bien que les réseaux sociaux aient facilité la sensibilisation d'une partie de la population, les mécanismes et les enjeux de la gestion de la monnaie sont peu connus d'une grande partie de la population.

Ainsi, en janvier 2020, à l'issue des réformes du franc CFA annoncées en décembre 2019, une cinquantaine d'intellectuels africains ont effectué une déclaration dans laquelle ils appellent à un débat « populaire et inclusif » sur les réformes du franc CFA. Ils soulignent que « la question de la monnaie est fondamentalement politique et que la réponse ne peut être principalement technique »²⁵.

L'actualité des contestations à l'égard du franc CFA a conduit à un nouveau développement en termes de perspectives monétaires comme alternative à son utilisation dans les pays de l'UEMOA.

Dans la pratique, les pays de la zone continuent d'utiliser le franc CFA, toutefois des intentions ou réflexions de sortie du franc CFA sont annoncées parfois sans calendrier précis²⁶.

²³ *Le franc CFA, un frein à l'émergence des économies africaines ?*

²⁴ Prao Yao Séraphin, *Le franc CFA : instrument de sous-développement*, 2012.

²⁵ Afrology Group, page linkedin du 7 janvier 2020.

²⁶ Emilie Laffiteau, op cit.

1. Vers la création d'une zone monétaire versus CEDEAO ?

L'alternative au franc CFA, la plus connue et pour laquelle des efforts sont actuellement consacrés, est [le projet de monnaie commune ECO des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest](#) (CEDEAO)²⁷.

Mais selon Pierre Jacquemot²⁸, membre de l'Observatoire de l'Afrique subsaharienne et enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris : « Le défi est considérable. En effet, il faudra moderniser la gestion monétaire afin de faciliter la fusion des différents mécanismes monétaires (réserves, parité notamment) et, plus difficile encore, instaurer les mécanismes conduisant à une convergence économique (par l'harmonisation budgétaire et fiscale notamment). Un tel élargissement ne pourra se faire que par étapes, au fur et à mesure de la maturation des économies concernées, et aussi des conquêtes démocratiques pour construire un ordre social plus ouvert. Là se situe une des limites de l'ouvrage. Il ne propose aucune évaluation de la faisabilité des diverses options, soit d'évolution soit de sortie de la Zone franc, étayée sur des politiques alternatives crédibles et sur des estimations chiffrées ».

Au cours d'un discours diffusé à la télévision nationale ivoirienne, lors d'une visite officielle du Chef d'Etat ghanéen en côte d'Ivoire en novembre 2024, le Président ivoirien Alassane Dramane Ouattara invitait les pays membres de la CEDEAO à conduire toutes les réformes nécessaires qui concourent vers la création de la monnaie commune de la CEDEAO au plus tard en 2027.

L'annonce officielle de son lancement était prévue en 2020, mais la crise sanitaire mondiale Covid-19 et certaines divergences inhérentes au projet ont entraîné des retards dans la mise en place de l'ECO²⁹.

Ces défis ont donc conduit les dirigeants de la CEDEAO à reprogrammer le lancement de la monnaie unique en définissant une nouvelle feuille de route fixant l'objectif de lancement de l'ECO à 2027³⁰.

2. Vers la création d'une zone monétaire versus AES ?

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont annoncé leur volonté de sortie de la CEDEAO le 28 janvier 2024 et l'ont officialisé le 29 janvier 2025 conformément aux statuts de la CEDEAO. Cette décision a été prise dans le cadre de la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), une confédération formée par ces trois États pour renforcer leur coopération régionale. Le 11 février 2024, le chef de l'État nigérien, le général Abdourahamane Tiani, évoque à la télévision nationale nigérienne la réflexion de l'AES sur une probable sortie de la zone franc et la création d'une monnaie commune, afin de retrouver leur « totale souveraineté » et de ne plus être la « vache à lait » de la France³¹. Ce dernier a déclaré que la monnaie est une étape de sortie de la colonisation.

3. Vers la création d'une monnaie nationale versus Sénégal ?

²⁷ Kako Nubukpo, Martial Ze Belinga, Bruno Tinel et Demba Moussa Dembélé, *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA ?* La dispute, 2016.

²⁸ Afrique contemporaine 2016/3 N° 259.

²⁹ Jeune Afrique du 12 mars 2025.

³⁰ Ibid.

³¹ *Oreilles d'Afrique* du 13 février 2024.

Lors d'une conférence de presse tenue le 15 mars 2024 en prélude aux élections présidentielles sénégalaises, Ousmane Sonko, président du parti PASTEF, a évoqué la possibilité pour le Sénégal de battre sa propre monnaie³². Toutefois, cette option ne sera envisagée que lorsque des initiatives sous-régionales telles que le projet de monnaie unique de la CEDEAO ou des réformes significatives dans l'UEMOA sur le franc CFA seront vaines. En effet, il avait déclaré sur le franc CFA que « notre démarche a toujours été de dire qu'il y a un problème avec cette monnaie et qu'elle ne colle pas à nos impératifs de développement. Il faut qu'on assume nos responsabilités pour aller vers autre chose »³³. Ces réformes et initiatives témoignent des dynamiques en cours autour du franc CFA et des aspirations des pays africains à une plus grande autonomie monétaire.

Conclusion générale

Le franc CFA a suscité et continue de susciter des débats au regard du niveau de développement économique des pays qui l'utilisent comparé à celui d'autres pays possédant leur souveraineté monétaire. D'un côté, plusieurs arguments sont avancés par les défenseurs du franc CFA pour justifier son maintien comme instrument approprié au développement économique. D'un autre côté, les critiques sur le franc CFA comme instrument d'inerties des économies de la zone sont portées par ses détracteurs et réformistes qui y voient dans son maintien comme une monnaie de servitude.

Ces débats ont débouché à des velléités d'affranchissement du franc CFA dans les pays de la zone UEMOA. Il s'agit notamment du projet d'union monétaire (ECO) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'éventualité que le Sénégal émette sa propre monnaie sous réserve de l'avancement du projet ECO, et de la possibilité de création d'une union monétaire par l'Alliance des États du Sahel.

³² Senego.com du 16 mars 2024.

³³ Ibid.

Références

Kako Nubukpo, Martial Ze Belinga, Bruno Tinel et Demba Moussa Dembele "Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA ?", Paris, La Dispute, 2016.

Prao, Yao Séraphin "Le franc CFA : instrument de sous-développement" Harmattan | 2012

Combey A. et Nubukpo K., 2010, « Les effets non linéaires de l'inflation sur la croissance dans l'UEMOA », communication au symposium de l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) sur « L'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest », Accra, Ghana, 8-9 juin.

NUBUKPO, Kako et al, « Regain de rébellion africaine contre « la servitude monétaire » du franc CFA », Le Monde, 30 septembre 2016, <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/30/>

Nubukpo K., Lawsoan H. et Sodji A., 2015, « Politique monétaire et émergence : quels enseignements pour le Togo ? », communication au colloque du Comité national de politique économique du Togo (CNPE) « Quelles politiques pour l'émergence du Togo ? », Lomé, 5 mars.

Fanny Pigeaud, Ndongo Samba Sylla, L'arme invisible de la Françafrique. Une histoire du franc CFA, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2018, 227 p., ISBN : 978-2-348-03739-9

Kako Nubukpo (2015) "Le franc CFA, un frein à l'émergence des économies africaines ?", L'Économie politique, <https://doi.org/10.3917/leco.068.0071>

<http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/30/n...>

<https://www.tf1info.fr/international/le-franc-cfa-va-changer-de-nom-pour-devenir-l-eco-annoncent-ouattara-et-macron-2140982.html>

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/afrique/la-cooperation-monetaire-entre-l-afrique-et-la-france-le-franc-cfa/#:~:text=La%20France%20est%20li%C3%A9e%20par,et%20l'Union%20des%20Comores.>

<https://www.iris-france.org/179046-quels-scenarios-face-au-rejet-du-franc-cfa-en-afrique-de-louest/>

<https://www.jeuneafrique.com/736198/politique/cote-divoire-ouattara-defend-le-franc-cfa-une-monnaie-solide/>

<https://www.senepius.com/senepius-tv/lionel-zinsou-en-defenseur-du-franc-cfa#:~:text=Lionel%20Zinsou%2C%20%C3%A9conomiste%20et%20ancien,'Afrique%20de%20l'Ouest>

<https://www.iris-france.org/179046-quels-scenarios-face-au-rejet-du-franc-cfa-en-afrique-de-louest/>

<https://www.financialafrik.com/2018/04/20/le-franc-cfa-vu-par-dominique-strauss-kahn/>

<https://www.dw.com/fr/nous-ne-demandons-pas-une-r%C3%A9forme-mais-une-rupture-avec-le-franc-cfa-nathalie-yamb/a-51925639>

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/28/franc-cfa-de-quoi-le-geste-de-kemi-seba-est-il-le-nom_5177645_3212.html

<https://www.jeuneafrique.com/1549169/economie-entreprises/sortie-du-franc-cfa-au-senegal-ousmane-sonko-confirme-vouloir-aller-vers-autre-chose/>

https://www.google.com/search?q=monnaie+unique+cedeo&sca_esv=3ec8625b255dccb3&sxsrf=AHTn8zovuiYHFT8sPjk3qedtA-W3bLuEQw%3A1741278438615&

https://senego.com/pour-ousmane-sonko-sortir-du-franc-cfa-nest-pas-la-premiere-option-nous-avons-une-monnaie_1674171.html

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-niger-evoque-la-creation-d-une-monnaie-commune-avec-le-burkina-faso-et-le-mali-pour-sortir-de-la-colonisation-20240212>

<https://www.bceao.int/fr/content/histoire-du-franc-cfa#:~:text=Le%20franc%20CFA%20est%20n%C3%A9,Colonies%20Fran%C3%A7aises%20d'Afrique%22>

<https://www.lopinion.fr/international/senegal-sortir-du-franc-cfa-le-pari-risque-de-diomaye-faye>
<https://www.linkedin.com/pulse/d%C3%A9claration-des-africains-sur-les-r%C3%A9formes-du-franc-cfa-group/>
<https://www.france24.com/fr/20171129-afrique-franc-cfa-emmanuel-macron-changement-perimetre-nom>
<https://www.dw.com/fr/nous-ne-demandons-pas-une-r%C3%A9forme-mais-une-rupture-avec-le-franc-cfa-nathalie-yamb/a-51925639>
<https://www.financialafrik.com/2018/04/20/le-franc-cfa-vu-par-dominique-strauss-kahn/>
https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/11/24/les-exagerations-et-manipulations-de-giorgia-meloni-sur-le-franc-cfa_6151397_4355770.html
<https://www.jeuneafrique.com/1667073/economie-entreprises/passage-du-franc-cfa-a-leco-en-2027-la-cedeao-y-croit-elle-encore/>
<https://www.facebook.com/share/p/14GB46ewnnH/>
<https://www.uemoa.int/actualites/lancement-de-la-monnaie-unique-de-la-cedeao>